

LE NÉOPANAFRICANISME OU L'IDÉOLOGIE DE L'UNITÉ AFRICAINE ET PRAXIS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Neo-Panfricanism or the ideology of African unity and development praxis in Africa

MBUYI KABUNDA

Universidad
Autónoma de Madrid
(UAM)/Asociación Española de
Africanistas (AEA)

mbuyikabunda2015@gmail.com

Recibido/Received/Reçu: febrero 2021; Aceptado/Accepted: noviembre 2021

Cómo citar/To cite this article: Kabunda, Mbuyi, "Le néopanafricanisme ou l'idéologie de l'unité africaine et praxis de développement en Afrique", *Revista de Estudios Africanos*, 2 (2021): páginas 38-74.

DOI: <https://doi.org/10.15366/reauam2021.2.003>

Résumé: L'analyse part du constat, plus qu'évident, du vide idéologique et de l'absence de projet de société et de modèle de développement en Afrique, illustré par l'adhésion totale actuelle des gouvernements au néolibéralisme ou aux lois du marché, avec un bilan désastreux en termes de développement humain et social, hormis des taux de croissance et du PIB irréalistes. Tout cela explique pourquoi le continent a régressé par rapport aux avancées réalisées à l'ère de la décolonisation. D'où l'attachement au néopanafricanisme, comme alternative, et fondamentalement comme idéologie d'unité supranationale et pratique de développement endogène dans ce continent. C'est-à-dire une stratégie qui s'inscrit dans «l'afrocentrisme ouvert», conciliante des valeurs africaines et de celles importées ou étrangères, c'est-à-dire inspirée des savoirs et pratiques domestiques et d'expériences étrangères enrichissantes. L'objectif est de faire de l'Afrique, au début du troisième millénaire, un sujet (acteur), et non un objet (spectateur), de la mondialisation ou du système international. Autrement dit, reconstruire ce que la colonisation a détruit, et en même temps s'adapter aux exigences et aux défis de la mondialisation.

Mots-clés: panafricanisme, afrocentrisme, intégration régionale, déconstruction, ethnodéveloppement, néolibéralisme, épistémocide, colonialisme interne.

Resumen: El análisis parte de la constatación, más que evidente, del vacío ideológico y de la ausencia de un proyecto de sociedad y de modelo de desarrollo en África, ilustrados por la actual adhesión total de los gobiernos al neoliberalismo o a las leyes del mercado, con un balance nefasto en cuanto a los aspectos de desarrollo humano y social, al margen de las irreales tasas de crecimiento y del PIB. Todo ello explica que el continente haya retrocedido en relación a los avances conseguidos en la época de la

descolonización. De ahí la apuesta por el neopanafricanismo, como alternativa, y fundamentalmente como ideología de unidad supranacional y práctica de desarrollo endógeno en este continente. Es decir, una estrategia que se enmarca en el “afrocentrismo abierto”, conciliador de los valores africanos y los importados o ajenos, o sea inspirado en los saberes y prácticas domésticos y las experiencias foráneas enriquecedoras. El objetivo es convertir a África, en este inicio del tercer milenio, en un sujeto (actor), y no objeto (espectador), de la globalización o del sistema internacional. Es decir, reconstruir lo que la colonización destruyó, y al tiempo adaptarse a las exigencias y desafíos de la globalización.

Palabras clave: panafricanismo, afrocentrismo, integración regional, deconstrucción, etnodesarrollo, neoliberalismo, epistemocidio, colonialismo interno.

Abstract: The analysis starts from the assertion, more than evident, about the ideological vacuum and the absence of a project of society and development model in Africa, illustrated by the current total adherence of governments to neoliberalism or the laws of the market, with a disastrous balance in terms of human and social development, apart from unrealistic growth rates and GDP. All this explains why the continent has regressed in relation to the advances achieved in the decolonization era. Hence the commitment to neo-Pan-Africanism, as an alternative, and fundamentally as an ideology of supranational unity and endogenous development practice in this continent. That is to say, a strategy that is framed in the “open Afrocentrism”, conciliatory of African values and those imported or foreign, that is, inspired by domestic knowledge and practices and enriching foreign experiences. The objective is to turn Africa, at the beginning of the third millennium, into a subject (actor), and not an object (spectator), of globalization or the international system. In other words, rebuilding what colonization destroyed, and at the same time adapting to the demands and challenges of globalization.

Key words: Pan-Africanism, Afrocentrism, regional integration, deconstruction, ethnodevelopment, neoliberalism, epistemicide, internal colonialism.

Introduction

Aujourd'hui, en ce début du III^{ème} millénaire, l'Afrique est à la croisée des chemins et à la recherche d'une voie à emprunter pour son développement et son unité. Le constat, de surcroît amer que l'on peut faire, est que tous les modèles de développement expérimentés en Afrique durant les 5 ou 6 dernières décennies, ont fait montre de leurs limites. Et cela, pour plusieurs raisons : historiques et actuelles, externes et internes, structurelles et conjoncturelles, et fondamentalement à cause des erreurs commises aussi bien par les acteurs externes que par les protagonistes internes. Les bureaucraties locales prédatrices ont leur part de responsabilité dans cet échec du fait qu'elles sont, dans le cadre de l'idéologie développementaliste, tombées dans le piège des «éléphants blancs» (grands projets élitistes de prestige ou investissements publics sans aucune utilité populaire) au détriment des véritables aspects du bien-être de la population.

L'Afrique s'était convertie en un véritable laboratoire des théories de développement (en particulier des expérimentations néolibérales) dont la principale caractéristique a été de concevoir le modèle de développement en place et lieu des Africains. Le débat sur le modèle de développement idoine n'a jamais eu lieu, ou très

peu, dans la population. Ce que ce débat est profondément tabou du fait de la « monoculture idéologique euroaméricaine » dans la période post-bipolaire, contre une civilisation à vocation universelle, qui prenne en considération les idiosyncrasies locales ou des supposés bénéficiaires : les peuples africains. On avait perdu de vue, sciemment, que le développement durable doit partir du local, s'inspirant des contraintes et atouts du terroir à contre-courant du modèle global ou universel manifestement nuisible (Cavallier, cité par Paulet, 2007 : 72-73) « De la théorie de l'avantage comparatif au concept de développement intégré, suivi de la stratégie des Programmes d'ajustement structurel (PAS), l'Afrique subsaharienne aura donc été, depuis près de cinquante ans, le champs d'expérimentation des politiques, projets et programme de développement initiés sous les auspices des institutions de Bretton Woods» (Mbaye, 2009 : 37). Durant tout ce temps, comme le démontrent les analyses de plus en plus détaillées, seul le vocable a changé.

Force est de constater que la fin de la mainmise occidentale sur l'Afrique (« la main basse sur l'Afrique ») n'est pas pour demain. Depuis des siècles, selon Anne-Cécile Robert, à laquelle nous empruntons l'affirmation ci-dessous, on impose tout dans ce continent ou aux Africains, de gré ou de force, depuis les questions jusqu'aux réponses. « La spécificité de l'Afrique réside certainement dans le fait qu'elle n'a jamais vraiment eu droit à la parole et que l'Occident, plus qu'ailleurs, s'est acharné à faire taire ceux qui y pensaient différemment et voulaient suivre une autre voie » (Robert, 2006 : 24). C'est-à-dire qu'on assiste depuis des lustres à un véritable processus soit de «dévalorisation», soit d'«artificialisation de l'Afrique» (Jaulin, 1974 : 52), ou des deux à la fois. Une Afrique devenue dans le contexte international, « plus spectatrice qu'actrice » (Hugon, 2003 :102), avec des tentatives en sourdine de recolonisation ou d'impérialisme non déclaré des grandes puissances ou des anciennes métropoles, à travers de l'omniprésence des mécanismes de domination comme le maintien des langues étrangères dans l'enseignement de base, l'usage du franc CFA et la présence des bases militaires et des accords inégaux, dits de partenariat avec Bruxelles... (Assane Mayaki, 2018 : 18). Il est de notoriété publique que les politiques du Nord se camouflent sous le verbiage diplomatique d'un continent à la traîne et nécessitant de la charité internationale. Point n'est besoin de rappeler les destins tragiques de Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah, Um Nyobe, Amilcar Cabral, Ahmed Sékou Touré, Nelson Mandela, Thomas Sankara... La liste des victimes de l'impérialisme est longue. Dans le même sens, le professeur Théophile Obenga (2012 : 52) considère que depuis au moins dix siècles l'Occident uni n'a fait que du mal à l'Afrique noire désunie, à travers l'esclavage, la traite des esclaves, la colonisation, le racisme, l'apartheid ou l'élimination physique des leaders africains progressistes.

Le libre échange imposé à ce continent depuis des lustres, en particulier à partir du pacte colonial, et renouvelé aujourd'hui sous la forme de l'échange inégal, consiste à favoriser les exportations des matières premières et les importations des biens de consommation au détriment de la production locale, ce qui a conduit à des économies figées et technologiquement retardataires, qui ne riment à rien. «La perversité du libre-échange sur le continent noir se traduit notamment par l'obligation d'orienter la production vers l'exportation alors que les pays en cause ont des besoins internes criants et non satisfaits », signale avec amertume Anne-Cécile Robert (2006 : 44).

Il serait donc plus logique de donner priorité au marché intérieur pour résoudre les problèmes internes, avant tout ceux de la pauvreté. Il n'est pas normal que l'Afrique produise ce qu'elle ne consomme pas et importe ce qu'elle consomme, en place et lieu de produire ce qu'elle consomme et ne pas produire ce qu'elle ne consomme pas.

Tout cela explique qu'il s'est produit dans le continent «la croissance sans développement» ou «l'enrichissement sans développement». Comme affirme Tipoteh (2000: 110), « growth with development can take place only if this struggle (to adjust the social structure and power relations, in their interest) of the African people is successful ». Il faut, donc, en finir avec la tyrannie de l'économétrie et son corollaire: le dogme libéral (ou le « prêt-à-penser » et le « prêt-à-porter » néolibéral), basé sur la « civilisation des affaires » (« tout ce qui fait prospérer les hommes d'affaires est bon pour la société, tout ce qui entrave leur dynamisme et leur enrichissement est mauvais » (cf. Corm, 2010 :156). C'est à juste titre que Buchalet et Prat (2019 : 12), en référence à l'extraordinaire croissance de l'Afrique depuis 2004, dont les médias néolibéraux se font écho, parlent d' « un afro-optimisme extatique, souvent déconnecté des réalités du terrain ». En effet, cette croissance, en réalité, est modeste compte-tenu du taux de croissance démographique, estimé à plus de 2,6% (un des plus élevés du monde), l'envolée conjoncturelle du prix des matières premières et l'extrême dépendance structurelle du continent, soulignent à juste titre ces auteurs.

Comme l'ont si bien démontré Aminata Traoré (2002 ; 2008) et Naomi Klein (2007), le néolibéralisme peut s'appliquer seulement dans les régimes dictatoriaux ou de terreur ; c'est-à-dire, un système qui continue à écraser les Africains et qui a fait de l'Afrique un «continent naufragé». Il est en porte-à-faux avec le développement humain et social, et a montré ses limites quant à la faisabilité de ces objectifs.

L'heure est à la substitution de la main invisible du marché, -utilisé comme un alibi respectable à l'appui de leur hypocrisie, grâce au principe sacré du «laissez-faire, laissez passer»-, par la main visible de la planification, de la logique des chiffres ou la « mode mathématique » chère aux globalisateurs néolibéraux¹ par la logique des hypothèses, qui considère le développement comme un phénomène globalisant et totalisant, ou multi-dimensionnel, basé sur le progrès social.

Espérons que l'accord créant la Zone de libre-échange continental (ZLEC), signé en mars 2018 par 44 pays africains, et qui devait entre vigueur en 2019 (renvoyé aux calendes grecques ou ajourné *sine die* à cause de la crise du coronavirus-19), puisse renforcer le commerce intra -africain, estimé actuellement à moins de 13% du commerce total (avec 60% des importations provenant de l'Union européenne), ou l'intégration commerciale, avec un marché interne de 1,2 milliard de personnes et un PIB estimé à 2.200 milliards de dollars. Ce qui, du point de vue d' Assane Mayaki (2018 : 80), permettrait au continent « l'intégration graduelle dans la mondialisation ». L'idéal aurait été le renforcement préalable des capacités productives et la diversification des exportations des économies africaines pour favoriser les complémentarités économiques, dépassant les économies coloniales ou de rente actuelles. Il est inconcevable, et inadmissible à la fois, que « l'Afrique s'est intégrée au

¹Cette logique basée sur le mythe des chiffres a envahi tous les domaines du savoir et des sciences humaines, en particulier de l'économie, pour asseoir la crédibilité scientifique des conclusions sur les faits analysés, fuyant la « complexité du réel » (Corm, 2010 : 122-123), pour se réfugier dans l'ingénierie financière élaborée par les « forts en maths » et en économétrie. L'un des non-dits du « tout-marché » est que le capitalisme est confronté à une série de crises qui mettent en exergue son échec. En marge de la soi-disant victoire du libéralisme sur le socialisme, du marché sur l'État, c'est l'échec du capitalisme qui est en jeu, et illustré par une série de crises. Pour ne citer que quelques unes: la crise du système monétaire européen en 1996, la crise des tigres et dragons asiatiques, la crise russe en 1998, la crise brésilienne en 1999, la crise économique et financière internationale de 2008-2009.

reste du monde plus rapidement qu'avec elle-même », échangeant plus avec le reste du monde qu'avec elle-même (Assane Mayaki, 2018 : 36).

René Dumont, l'agronome de la faim français, avait déjà donné le cri d'alarme au début des années 60, dans son *Afrique noire est mal partie*, pour dénoncer le modèle mimétique et erroné de l'Etat et du développement, adopté par les classes gouvernantes africaines, et qui allait conduire à l'impasse. Un modèle basé sur le mode de vie du Nord et la société de consommation, identique à celle de leurs collègues européens, en place et lieu d'une société de production. Soixante ans après, la prophétie de Dumont s'est réalisée: l'Afrique est aujourd'hui plus pauvre qu'à l'époque de la décolonisation.

Dans le même ordre d'idées, Edem Kodjo (2005 : 265), parlant du volume des exportations mondiales, constate la chute de celles africaines ou de la perte des marchés par l'Afrique, en rapport avec la décennie des années 60. Une véritable involution², qui s'accompagne du développement des inégalités entre les masses appauvries et une minorité scandaleusement enrichie. Le cas de la RD Congo est à ce sujet emblématique avec sa marche à reculons: « Probablement le pays d'Afrique le plus riche en ressources, il reste pourtant parmi les derniers à l'indice de développement humain (IDH) des ³Nations Unies. Et la RDC est loin d'être un cas isolé. Les dix derniers pays de ce classement sont tous africains» (Wagner, 2015: 118). Cela dénote à suffisance que les ressources naturelles peuvent conduire à la croissance et pas forcément au développement.

D'où le pari pour le panafricanisme revisité (néo-panafricanisme), comme une solution incontournable aux mauvais choix des décennies antérieures, qui ont érodé les capacités de réflexion sur le long terme ou l'avenir du continent, « un continent atomisé », selon le professeur Ndeshyo (1984 :171), malgré les tentatives timides d'unité, le panafricanisme ayant cédé le pas aux micro-nationalismes et à l'ethno-nationalisme, illustré par les cas du Katanga congolais ou du Biafra nigérian. L'heure est donc à l'autocritique et à la proposition des alternatives moyennant la lecture critique du panafricanisme classique converti en un « fourre-tout idéologique ». Tâche à laquelle se dédie la présente analyse.

LA CRISE IDEOLOGIQUE : L'ETHNOCIDE ET L'EPISTEMOCIDE

L'Afrique connaît une longue crise idéologique postcoloniale, ou un quiproquo idéologique, car pendant la période de la guerre froide, les gouvernements furent téléguidés depuis Washington et Moscou. A l'époque, les Etats africains étaient divisés « entre les conservateurs/modérés » ou partisans d'un capitalisme sans capitaux nationaux mal exprimés et les « progressistes » ou les révolutionnaires sans révolution,

²Selon Hyden (207 : 16), à son accession à l'indépendance, en 1957, le Ghana avait le niveau de développement supérieur à celui de la Corée du Sud. Aujourd'hui, l'économie sud-coréenne est huit fois plus développée que celle du Ghana. En 1965, l'économie indonésienne était à parité avec la nigériane. Tente-cinq ans après, l'économie de l'Indonésie est huit fois plus performante que celle du Nigéria.

³Il en est de même des Indices de Capital Humain (ICH), élaborés par la Banque Mondiale, en 2018, pour évaluer la productivité des individus, partant du niveau d'éducation, l'espérance de vie à la naissance ou l'accès à la santé. Les 20 derniers pays, ou en queue de peloton, sont tous africains, en particulier le Nigéria, le Soudan du Sud et le Tchad. Seuls l'île Maurice et Seychelles sortent du lot affichant des performances dignes d'être mentionnées avec des investissements notables dans la santé et l'éducation (capital humain), bases du "développement économique durable et inclusif" (cf. Buchalet et Prat, 2019: 84-85).

prônant un socialisme généralement mal défini (Lamine, 1979 : 199), se limitant à flirter avec l'une et avec l'autre puissance, et les Africains s'affrontant dans des guerres par procuration (*proxy wars*). Avec la fin de la guerre froide, les « gouvernants à court d'idées » ont adhéré d'une façon presque religieuse au néolibéralisme, mettant en évidence aussi la crise de leadership ou le « manque de leaders aux grands desseins, de dirigeants courageux, capables de dire non au reste du monde et de conduire le destin des peuples » (Attisso, 2008 : 136). C'est ce vide (surtout idéologique) que le néopanafricanisme doit essayer de combler moyennant la déconstruction et reconstruction des savoirs sur l'Afrique pour se mettre au diapason ou en harmonie avec les exigences de la globalisation/mondialisation, ou comme argue cet auteur il faut l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants panafricanistes à même d'assumer leurs responsabilités et de reprendre les thèmes de l'unité africaine et de les repenser avec des approches nouvelles et radicales à même d'appréhender les sociétés contemporaines. Nous en présentons ici quelques réflexions liminaires, et laconiques à la fois, et qui seront l'objet de postérieurs développements. Il faut aussi reconnaître que les progrès ne doivent pas être balayés d'un revers de la main. Mais, ils sont globalement insuffisants et lents.

D'où la nécessité d'un *think tank* (« boîte à pensée ») africain⁴, destiné à reprendre la main dans un esprit d'ouverture à l'apport de toutes les disciplines (indispensable interdisciplinarité, contre la monodisciplinarité, comme champ scientifique, réunissant plusieurs écoles de pensée relatives à l'intégration régionale ou à l'unité africaine), et à créer « la natte de l'Afrique », selon la formule du regretté professeur Joseph Ki-Zerbo (1992) —pour qui « dormir sur la natte des autres, c'est le plus sûr moyen de se retrouver à terre», ou tout simplement, ce n'est pas dormir⁵—, et à s'opposer aux projets politiques de Washington et de la *Françafrique* ou de ce que le professeur Théophile Obenga qualifie d' « africanismes eurocentristes » (2008)⁶, avec son approche réductionniste, moyennant la déconstruction ou la remise en question des idées reçues ou du paradigme néolibéral, considéré comme une vérité absolue. En

⁴Comme note Aminata Traoré (1999 : 161), les intellectuels et cadres de haut rang doivent intégrer ce *think tank* pour donner aux décideurs politiques de leurs pays respectifs et même du continent, à l'instar de leurs collègues du Nord, leurs avis et considérations sur les problèmes africains, internes et externes, leurs causes et les éventuelles solutions, sans crainte de représailles. C'est-à-dire, assumer le rôle des avocats de la volonté populaire.

⁵Il ne faut pas perdre de vue que le développement de l'Afrique est l'affaire des Africains eux-mêmes. Comme souligne Boris Diop (2007 : 137), l'Europe est plus intéressée par la lutte contre le terrorisme et l'immigration auxquels on dédie d'importants fonds qu'à l'aide au développement.

⁶Les africanismes eurocentristes ont fait beaucoup de torts aux Africains à cause de leurs postulats simplistes et des généralisations abusives, en se dédiant plus à la désinformation qu'à l'information, et en utilisant des concepts renversés, et surtout à cause de leurs avatars que sont l'afropessimisme ou l'afrocatastrophisme chronique et leurs pratiques ethnocidaires ou de génocide culturel (destruction des civilisations). Bref, ils prétendent écrire et décrire l'Afrique de demain avec des tendances du passé prolongées à l'infini, l'objectif étant d'amener les Africains, appréciés selon les vieilles habitudes, à l'auto-flagellation. Ils continuent, selon Gabas, (2008 :45), de considérer « développement et croissance économique comme des expressions synonymes » et les sociétés occidentales comme un passage obligé pour toute société, dans sa quête de modernité.

d'autres termes, il s'agit de créer des volontés collectives qui dépassent des différences. Le temps est venu de corriger les incertitudes et les erreurs du passé.

L'enfermement de l'Afrique dans ces idéologies étrangères a conduit à des impasses. Il ne s'agit pas de rendre l'étranger responsable de problèmes de l'Afrique ou d'imputer exclusivement les difficultés du continent à des causes extérieures, encore moins de sombrer dans le « syndrome de Ponce Pilate », ce qui serait simpliste, mais de proposer des grilles de lecture ou d'analyse des problèmes africains et les solutions et alternatives y afférentes, à partir des réalités et des intérêts de peuples. Il est question de dégager la proposition de modèles de développement en Afrique, en particulier en vue de la promotion du développement endogène, dicté par l'échec des solutions et modèles occidentaux importés. Selon le professeur Adebayo Adedeji (1980: 62), l'ex Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, «l'économie africaine est donc à l'heure actuelle l'économie la plus ouverte et la plus exposée du monde (...). Les stratégies de développement que les gouvernements africains appliquent depuis l'indépendance sont-elles mêmes d'origine étrangère, puisqu'elles découlent des théories du développement économique qui ont été conçues durant les périodes coloniales et néo-coloniales pour rationaliser la structure de production coloniale en Afrique. Comme on peut s'y attendre, ces théories étrangères du développement et de la croissance économique tendent à renforcer la dépendance économique de l'Afrique ».

Il s'agit maintenant d'aller au-delà de l'indépendance juridique, fictive, pour réaliser la véritable indépendance politique et économique. Il est inadmissible que l'Afrique soit soumise au «Consensus de Washington», quand précisément les autres continents s'en sont détournés: certains pays latino-américains ont opté pour le néo-développementalisme (État fort et compétent concilié avec un marché fort)⁷, et les pays asiatiques pour la voie asiatique du développement. Dans les deux cas, ces politiques ont réussi par option politique ou pour améliorer les conditions de vie de leurs peuples.

La déconstruction des idées reçues

Plusieurs mythes ont été maintenus sur ce continent. Ces fausses idées confèrent un semblant d'intelligibilité à la situation de l'Afrique. Il importe de les déconstruire. Loin de nous la prétention d'élaborer un « Dictionnaires des idées reçues » sur l'Afrique, nous voulons tout simplement épingle et déconstruire quelques mythes et fausses idées qui sont entrain de faire école:

-Les Africains continuent d'être marqués par la `malédiction de Cham', qui les a convertis en une `race maudite'. La vérité est que cette fameuse malédiction, qui faisait suite à la fameuse controverse de Valladolid (entre Bartholomé de Las Casas et Ginés de Sepúlveda), fut une superstructure élaborée au Moyen Âge pour justifier l'esclavage des Noirs ou des Africains ou le besoin en main d'œuvre du Nouveau Monde pour les mines et les plantations, un besoin qui s'était fait sentir pour compenser la population autochtone aborigène décimée. Cette supposée malédiction du fils de Noé, Cham, est « une habile exégèse des Écritures saintes pour faire croire que

⁷Il s'agit, en fait, d'instaurer une économie mixte, définissant ce que peut et doit faire l'État, mis à l'abri des hommes politiques cupides, et ce que peut et doit faire le secteur privé. L'État prendra en charge seulement ce que les particuliers ne sont pas à même de réaliser, et doit déléguer aux organisations populaires et à la société civile les tâches qu'ils savent mener à bien. Les secteurs public et privé peuvent coexister amicalement, dans une espèce d'économie mixte.

Dieu lui-même a autorisé l'esclavage négrier. Canaan qui aurait été maudit par Noé, parce que son père Cham s'est moqué de ce dernier, serait l'ascendant des Nègres. Toute sa descendance est condamnée par la malédiction à être esclave des descendants de Sam et Japhet, les deux autres fils de Noé qui l'ont couvert quand celui-ci, ivre, s'est montré nu. Ainsi l'Évangile, par ce passage interprété pour les besoins de la cause, autoriserait l'esclavage négrier » (Attisso, 2008 : 57).

L'esclavage, oriental d'abord, et occidental transatlantique ou transocéanique après, avait dépeuplé le continent en faveur d'autres régions du monde. Le sous-développement actuel de l'Afrique et le phénomène de l'ethnicité s'expliquent en partie par l'esclavage. Le géopoliticien français, Yves Lacoste, abonde dans le même sens en affirmant que chaque État africain « compte un grand nombre de peuples entre lesquels existent de très graves contentieux historiques. En effet, la traite des esclaves a sévi durant des siècles en Afrique noire (du XV^a à la fin du XIX^a siècle ou 350 ans),⁸ tant du fait des négriers européens qu'arabes (...). Entre les peuples victimes de la traite et les Africains qui capturaient les esclaves se sont établis des murs d'incompréhension, qui ont empêché dans la plupart des États africains le développement d'un sentiment national, ce qui handicape grandement les progrès de la démocratie et les efforts de développement » (Lacoste, 2006: 208-209). L'historien médiéviste de l'Université Cheikh Anta Diop, le professeur Brahim Diop (2007 : 32-33), affirme que la chasse à l'homme s'était convertie dans l'unique activité lucrative dans le système négrier, qui avait instauré une véritable culture de la violence, en plus des dégâts économiques et démographiques: « on se méfie les uns des autres, entre voisins comme entre commerçants. Les relations de proximité et de solidarité se transforment en relations de haine et de belligérance (...) Ainsi donc, partout dans la région, les individualismes se renforcent. Les populations se renferment dans des solidarités ethniques, claniques, locales ou villageoises ».

L'Afrique, après avoir été saignée à blanc avec le pillage de ses bras, devrait être soumise, quelques siècles après, à celui de ses ressources naturelles par la colonisation européenne.

*-Les Africains doivent adopter le modèle de développement et démocratie occidentale (mimétisme). Ou encore, « l'Afrique n'est pas mûre pour la démocratie ». On perd de vue que le développement et la démocratie ne sont pas des produits d'importation ou d'exportation, mais doivent surgir du génie propre de nos peuples et cultures ou des idiosyncrasies internes ; c'est-à-dire qu'ils doivent être conçus en fonction de la philosophie de l'«African way of being», du «black way of being». Ce qui n'a pas pu s'enraciner en Afrique, c'est la démocratie pluraliste ou parlementaire héritée du libéralisme occidental, appliquée sans adaptation dans une société ou corps social basé sur le consensus avec à peine des embryons de classes sociales, une société largement marquée par la communaucratie ou la *bantoucratie*, cette espèce « d'arbre à palabre » traditionnel, ayant comme fondement le consensus (Thomson, 2000 : 102-103), ou le centralisme démocratique à l'africaine⁹. Comme le dit si bien Anne-Cécile*

⁸Le professeur Théophile Obenga (2012 : 16), parle « de 600 ans de traite négrière et d'esclavage atlantique », avec plus de 200 millions d'Africains déportés vers le Nouveau Monde.

⁹Cependant, il faut signaler que cet argument du caractère communautaire des sociétés africaines contre l'individualisme, ou des sociétés basées plus sur la juxtaposition que sur l'opposition, avait servi d'alibi à l'instauration des partis uniques, avec la subséquente confiscation du pouvoir par un groupe ethnique ou social, intégré par la

Robert (2006 : 118), «l'enjeu pour l'Afrique réside dans la construction d'une pensée propre en lien avec les réalités sociales, politiques et historiques» locales. Il n'est point moins vrai que ce qui a connu un fiasco en Afrique, ce n'est pas le développement comme tel, mais l'occidentalisation ou le «développement à l'occidentale». Et ce qu'on a considéré comme un échec du développement dans ce continent, contrairement aux thèses de Axelle Kabou, Daniel Etounga Manguelle, Jean-Paul Ngoupandé ou Stephen Smith, —n'est pas le produit des causes endogènes ou du « refus du développement », de l' « absence d'ajustement culturel » ou de « paranoïa africaine »—, n'est autre que l'opposition des Africains aux pratiques et « valeurs prédatrices de l'Occident capitaliste » (Robert, 2006 : 184). Il s'agit de l'expression de leur résistance passive et active contre le modèle imposé ou importé, comme à l'époque de la colonisation. On a tendance à confondre la résistance des Africains à ce modèle avec leur incapacité à le reproduire. L'Afrique doit construire son propre modèle de développement et de démocratie, en commençant par l'africanisation de l'État et l'adoption d'un modèle de développement bien enraciné dans le terroir et faisant entrer en jeu les langues africaines locales.

-Le développement en Afrique est impossible à cause de la «malédiction des matières premières» qui affecterait les pays africains riches en produits naturels, ou le « Dutch Disease » «la maladie hollandaise» (cf. Wagner, 2014 : 33-36), qui engendre «la croissance sans développement». Si on y regarde de près, ce postulat, généralisé, est discutable et passe outre les prédispositions politiques, économiques et culturelles qui précèdent ou accompagnent cette situation, selon Roland Pourtier, car on ne peut pas ignorer que ce sont ces mêmes matières premières qui ont permis la reconstruction ou la croissance des pays comme le Botswana, l'Angola, le Mozambique, etc.

-L'Afrique est le continent qui a reçu le montant le plus élevé d'aide au développement et d'investissements étrangers au cours des six dernières décennies : la vérité est que l'Afrique, le continent supposé « le plus pauvre », s'est convertie en un net exportateur des ressources vers les régions du monde, dix ou vingt fois plus riches qu'elle, sous forme des capitaux ou bénéfices exportés, des pratiques asymétriques dans les relations économiques internationales. L'Afrique reçoit à peine 2% des investissements étrangers directs (IED) mondiaux, dirigés fondamentalement vers les pays émergents ou pétroliers (Egypte, Nigeria, Soudan, Angola...) ou les industries extractives. Comme l'a si bien démontré l'essayiste altermondialiste, analyste des effets de la mondialisation en Afrique, Demba Moussa Dembélé (2008 ; 2010), directeur du Forum africain des alternatives, l'Afrique exporte plus de fonds qu'elle en reçoit. D'où l'indignation de l'intellectuel sénégalais, Makhily Gassama qui constate avec amertume : « Il faut que les intellectuels africains (...) refusent d'être des nègres de service au détriment du développement et de la dignité du continent. (...). Aucune région n'est aussi assistée que l'Afrique au sud du Sahara. Aucune n'est plus pauvre que cette même partie de l'Afrique (...) » (cité par Yoka, 2010 :596).

-L'Afrique doit se spécialiser dans l'exportation des matières premières ou des produits de base miniers et agricoles, l'unique aspect où elle dispose des avantages comparatifs, suivant la théorie économique classique revalidée par le « Consensus de Washington ». Il faut nuancer cette affirmation qui ne résiste pas à la critique. Aucun

trilogie des militaires, fonctionnaires et intellectuels. C'est-à-dire, le rejet du multipartisme et l'instauration des dictatures.

pays au monde ne s'est développé à partir des matières premières ou de l'aide au développement, qui est généralement liée.

Dans le premier cas, il faut diversifier les économies et mettre fin aux monocultures minières et agricoles, soumises à la fluctuation et à l'effondrement des prix dans les marchés internationaux, qui ont favorisé la dépendance de l'Afrique.¹⁰ En outre, le prétendu avantage comparatif des matières premières africaines est statique¹¹, c'est-à-dire sans valeur ajoutée, alors que celui des biens manufacturés des pays industrialisés est dynamique, basé sur la propriété intellectuelle, générant l'échange inégal entre matières premières et produits industriels ou manufacturés. Dans le second cas, l'aide ne peut pas être le moteur du développement comme l'a si bien démontré l'économiste zambienne, Dambisa Moyo (2009), dans son œuvre au titre significatif *L'aide fatale* où elle met en exergue les thèses anti-aide. Selon elle, l'aide doit être supprimée pour forger une croissance autonome et lutter contre la mentalité d'assisté qu'elle engendre. En outre, l'aide ne peut que servir de palliatif aux efforts internes. Ce point de vue est partagé par Oppenheimer (2005 : 2005 : 35), pour qui « l'expérience montre, en effet, que l'aide publique au développement (APD) ne peut seule apporter à l'Afrique les progrès qu'elle espère tant. Pis, il arrive même qu'elle soit à l'origine de bon nombre de désagréments ». *In fine*, le développement est avant tout interne, et suppose une rupture : avec certaines conceptions et pratiques, avec les incertitudes et le mimétisme, et surtout avec la structure des échanges totalement extravertie.

-Enfin, *Les conflits africains s'expliquent dans une large mesure par les causes ethniques*, les irrationalités irréductibles des cultures africaines ou les facteurs exclusivement internes. Cette lecture est biaisée. On perd tout simplement de vue que l'ethnie est un puissant facteur de mobilisation politique et très rarement de confrontation. En plus, cette approche occulte les métissages culturels et biologiques qui caractérisent les sociétés africaines contemporaines.

Contrairement aux thèses des tenants des théories de «l'africanisme eurocentriste», qui privilégient la grille d'analyse ethnique ou réduisent les conflits africains aux grandes fractures ethniques et au caractère ataviquement violent des

¹⁰Sur ce point précis, dans la décennie des années 70, le président Kenneth Kaunda, dénonçait cette monoproduction et mono-exportation, en affirmant que notre problème est d'être né avec la cuillère de cuivre dans la bouche.

¹¹Le commerce international ou le libre-échange, comme facteur de développement, n'a pas eu de résultats escomptés en Afrique, faussant complètement la théorie des avantages comparatifs (chaque pays spécialisant sa production dans l'aspect où il a plus d'avantages, en échangeant tous les partenaires en sortent bénéficiés ou améliorent leurs richesses nationales). Non seulement les prix des produits agricoles africains ont drastiquement chuté depuis les années 70 (en un 75%), et ceux de biens manufacturés ont considérablement augmenté dans les marchés internationaux perdant les recettes d'exportation (nécessaires pour financer les aspects de développement humain), si non que les pays du Nord se dédient à des politiques protectionnistes pour promouvoir leurs intérêts nationaux, en plus des subventions agricoles, faussant dès le départ toutes les prémisses du libre-échange ou du libéralisme, appliqué de manière sélective. Au total, ces pratiques discriminatoires ou non orthodoxes font perdre, selon le PNUD, 70 milliards de dollars par an au pays du Sud, soit un montant supérieur à celui dédié à l'aide publique au développement. Les pays du Nord essayent toujours de contourner les règles du commerce international quand ils sont favorables aux pays du Sud (lire Mbaye, 2009: 31-40).

nationalités africaines, il faut souligner les évidences suivantes: dans ces analyses, on s'en tient plus aux effets qu'aux causes des conflits africains; on perd souvent de vue, consciemment ou inconsciemment, la responsabilité des forces internationales ou externes dans le déclenchement et le développement de ces conflits; et enfin, on ignore tout simplement l'instrumentalisation de ces conflits par les pouvoirs en place, qui organisent des épurations ethniques et pogromes à des fins politiciennes ou électoralistes (RD Congo, Kenya...), ou le rôle instrumental de l'ethnicité.

Abondant dans le même sens, Coquéry Vidrovitch (2011 : 58) pense qu'« il est donc faux de parler de `guerres ethniques`. Ce sont des guerres modernes de lutte pour le pouvoir et la terre, s'appuyant sur des revendications identitaires reconstruites et manipulées ». C'est ce qui s'était passé exactement au Rwanda¹², en RD Congo ou en Côte d'Ivoire. Il s'agit tout simplement de reconnaître le fait ethnique ou l'ethnicité, qu'il ne faut ni privilégier, ni renier, selon Campbell (1997). L'ethnicité continue de façonner la vie des gens surtout dans les zones rurales.

En outre, sans nier l'existence des ethnies dans l'Afrique précoloniale, beaucoup d'ethnies actuelles avaient été, dans une large mesure, inventées par le colonisateur¹³ pour des raisons d'administration ou dans le cadre de la stratégie de «diviser pour régner» (cf. Amselle et M'Bokolo, 1985).

Plusieurs conflits trouvent leurs racines dans la détermination des multinationales de contrôler les marchés des matières premières et des armes en Afrique, en plus de la stratégie ou l'ardeur des grandes puissances d'étendre leurs zones d'influence dans le continent, surtout pendant la période de la Guerre Froide.

Le panafricanisme revisité

Le panafricanisme tel qu'il fut conçu par ses pères fondateurs afro-américains ou africains américains (W.E.B. Du Bois, Henry Williams Sylvester, Marcus Garvey avec son Back to Africa Movement...), et réactivé par les activistes et nationalistes africains (Kwame Nkrumah, Benjamin Namdi Azikiwe, Julius Nyerere, Kamuzu Banda...), dans la période de l'après-deuxième guerre mondiale (dans un contexte de luttes anti-impérialistes et tiers-mondistes) est maintenant un peu périmé, et ne répond plus aux besoins et problèmes auxquels sont confrontés les peuples africains à l'aube du troisième millénaire, problèmes multidimensionnels, d'origine externe et interne, structurels et conjoncturels, exacerbés par la mondialisation.

Le panafricanisme classique ou le «vieux panafricanisme», provenant en ligne droite d'une époque révolue mais toujours active des luttes anti-impérialistes et tiers-

¹²On semble perdre de vue que les principaux facteurs qui avaient créé le bouillon de culture du génocide rwandais de 1994, plus que la manipulation de l'ethnicisme —qui a sa part de responsabilité avec la négation du pluralisme politique—, sont : la rareté des terres cultivables surtout dans le monde rural, l'ajustement structurel auquel fut soumis ce pays par les bailleurs de fonds occidentaux avec la dévaluation de 40% de la monnaie nationale, et l'effondrement ou la chute du prix du café qui constituait 80% des recettes d'exportation, au début de la décennie des années 90 (cf. Chrétien, 1997 : 76-78).

¹³Il existe d'importants débats sur l'invention, ou non, des ethnies en Afrique par le colonisateur : la dialectique entre ceux qui nient l'existence de l'ethnicité et qui en attribuent la création au colonisateur qui aurait inventé les ethnies, et ceux qui soutiennent le point de vue contraire : les ethnies ont toujours existé, bien avant le colonisateur. Il serait inopportun et dévalorisant pour les Africains d'attribuer la création de l'ethnie au colonisateur (cf. Cahen, 2013 : 143-146).

mondistes, et au service des pouvoirs établis, a perdu beaucoup de son essence en prenant la forme d'un « panafricanisme populiste », selon le terme de Bernard Founou Tchougoua (2001 : 142), fondamentalement socialiste et tiers-mondiste dans ses versions nkrumahiste ou nassérienne. Il est donc critiquable.

Cette idéologie, idyllique et indéfinie (basée sur la solidarité entre les noirs d'Afrique et les peuples de descendance africaine vivant en dehors du continent ou les Africains de la diaspora) avait donné lieu durant les premières années des indépendances à une véritable « division organisée », voire utilisée pour des objectifs contraires à l'Unité du continent. Dans certains cas, elle a même servi à la légitimation interne des pouvoirs en place qui l'ont interprétée chacun à sa manière, à travers le quiproquo idéologique. Elle se révèle aujourd'hui anodine à cause de son caractère culturaliste, folklorique et inopérant. Il s'agit maintenant de passer d'un bord à l'autre, à travers une lecture critique des registres proposés et défendus avec aplomb par les panafricanistes invétérés, qui ont une seule conception de l'unité africaine et ont tous prêché dans le désert (Kwame Nkrumah, Cheikh Anta Diop, Edem Kodjo et Muammar al-Kadhafi, entre autres), pour en préciser les contours et le contenu. C'est-à-dire, la récupération, correction et reconversion de leurs idéaux trahis ou frustrés. Le schéma d'intégration régional défendu par certains nationalistes panafricanistes sur « l'unité africaine par cercles concentriques » (unité nationale, unité sous-régionale et unité continentale) se révèle être de nos jours dépassé. Le résultat n'a pas été à la hauteur des objectifs affichés car il s'en est suivi le développement des nationalismes et micro-nationalismes exacerbés, étroits et xénophobes en place et lieu de l'Unité africaine. Le vice-président tanzanien, Rashid Kawawa, des années 60, avait déjà exprimé cette peur de perdre les supposés intérêts nationaux de la part de certains leaders africains dans le cas où ils feraient partie de l'unité africaine, en ces termes : « the real problem is that each of the separate nations has the fear that in a United Africa it might become a backward and neglected area, exploited for the benefit of another part of this great continent. This is not a stupid objection or a selfish one » (cité par Arnold, 2005: 143). Attisso (2008:111) abonde dans le même sens, en soulignant que les dirigeants africains préfèrent maintenir leurs micro-Etats actuels, source de leurs privilèges que de les perdre dans un contexte plus large ou de l'Afrique unifiée.

Au regard de sa force de conviction, et de son esprit toujours vivace —et de la tendance actuelle de sa récupération par le néolibéralisme triomphant avec des projets de régionalisme exogènes et inertes ou par la panoplie des mesures libérales déguisées en « panafricanisme économique », défendues par les organisations internationales et récupérées par le NEPAD, et dont l'objectif est l'insertion subordonnée de l'Afrique dans les réseaux de l'économie globalisée, le panafricanisme nécessite des nouvelles orientations pour le mettre au service des aspirations collectives des peuples africains; c'est-à-dire, un autre modèle de développement ou une pensée politique en marge du « Consensus de Washington », un modèle basé sur l'« homocentrisme » (l'homme au cœur du développement) et le sociocentrisme (priorité aux aspects sociaux), où l'ÊTRE prévaut sur l'AVOIR (quantité ne veut pas forcément dire qualité), pour gagner, selon la terminologie de Tevoedjre (2002), la lutte contre l'humiliation ou la précarité sociale.

Cela est d'autant plus urgent qu'au nom du panafricanisme et de l'inéluctabilité du processus de globalisation/mondialisation, les élites mondialisées et africaines, coalisées, organisent l'exclusion des peuples africains, plus victimes que bénéficiaires de la mondialisation, inscrite « dans la logique coloniale d'extraversion des économies » africaines. Il ne souffre l'ombre d'aucun doute que ces mesures sont responsables de l'effondrement ou du démantèlement de pans entiers des économies africaines ou du secteur public et de la paupérisation d'amples couches de la population. C'est cette

situation qui explique cette anomalie et triste constat : « de très nombreux pays africains sont aujourd'hui plus pauvres qu'ils ne l'étaient il y a soixante ans », comme souligné plus haut. La tendance généralisée est le constat amer, parfois tendancieux, de *L'Economist* qui parle, dans son édition de 2000 de «The Hopeless Continent» (le continent sans espoir).

Pire, on assiste durant la dernière décennie à l'accaparement ou à la « ruée sur les terres agricoles africaines » (ou la « course effrénée aux terres africaines ») par les entreprises européennes ou asiatiques pour la fabrication de l'« or vert » ou d'agrocarburants (bioéthanol), dans des pays comme la RD Congo, la Sierra Leone, l'Angola, le Kenya, le Bénin, Madagascar..., la crise financière et alimentaire de 2009 aidant, qui s'accompagne souvent de l'appropriation illégale et violente de terres ethniques, de déplacements forcés et massifs des populations, la dépossession ou spoliation de petits exploitants agricoles, des communautés rurales ou des familles paysannes (Ziegler, 2011: 295-307 ; Brunel, 2014 : 121-130 ; Courade, 2014 : 116-117) , en plus du désastre des monocultures ou cultures commerciales ou d'exportation (auxquelles sont destinées les meilleures terres au détriment des cultures d'autosubsistance), et la menace de destruction « à très court terme » de la faune et flore, comme conséquence de l'exploitation du bois, de la riche biodiversité des forêts du bassin du Congo, la seconde après l'Amazonie (et qui représente «le tiers des dernières forêts naturelles de la planète» ou le deuxième poumon forestier du monde), fort bien dénoncée en son temps par la regrettée Wangari Maathai (2010 : 309-324, voir aussi Wagner, 2015:70). Produire de la nourriture ou du carburant pour les machines dans un continent où la faim constitue le problème principal et où « un enfant de moins de dix ans meurt de faim » toutes les cinq secondes, affirme par ailleurs Jean Ziegler, en plus de conséquences écologiques et sociales et de la déforestation que cela suppose, équivalait à un crime de lèse-humanité.

L'apologie et raison d'être du néopanafricanisme

Le néopanafricanisme, considéré comme une idéologie et une praxis alternatives, construira sa stratégie autour de deux axes fondamentaux pour la réalisation des objectifs communs du développement afrocentriste. Le premier axe: récupérer le dynamisme social interne des peuples africains et en finir avec la désétatisation, la dépossession, le dépérissement ou la disqualification des Etats, impulsés par les institutions de Bretton Woods. Le second axe va s'appuyer sur le fait de forger une intégration régionale endogène ou horizontale pour résoudre les problèmes politiques et économiques, pour (re)valoriser les potentialités économiques du continent, et pour parler d'une seule voix dans le concert des nations ou le néorégionalisme (« nouveau régionalisme ») contre le régionalisme ouvert. C'est-à-dire, une idéologie qui s'inscrit dans le postcapitalisme et postnéoliberalisme. Le modèle doit être repensé pour s'accommoder aux valeurs des peuples africains basées, selon Robert (2006 :174), sur l'anti-impérialisme, l'anti-capitalisme et l'anti-développement eurocentré, et une idéologie promotrice d'un modèle de développement autopensé, autodéfini et autofinancé, car on ne peut perdre vue que les investissements étrangers sur lesquels on a l'habitude de fonder le développement, selon le credo néolibéral ou le libre-échange, sont généralement orientés vers les ressources minières et énergétiques, pillées à grande échelle. Elles sont négligeables, malgré les multiples opportunités qu'offre le continent et qui attirent les acteurs externes (Brunel, 2014 : 175) comme la France, la Grande Bretagne, les États-Unis, la Chine, l'Inde ou le Brésil...

En bref, le néopanafricanisme est une solution idoine aux problèmes actuels et récurrents des États africains (micro-États mis sous-tutelle) soumis à la déliquescence

politique et économique, d'en haut pour avoir cédé le pouvoir régalien aux institutions internationales, opposées aux droits économiques, sociaux et culturels et au droit à l'alimentation des peuples (Ziegler, 2011 : 192) —surtout le FMI et l'OMC—, et d'en bas pour son incapacité de concilier l'État avec la Nation et les forces centrifuges ou infra-étatiques des solidarités régionales, ethniques ou claniques des sociétés africaines, allant de pair la crise de l'État-nation et la rupture de l'unité du Tiers Monde par l'offensive néolibérale des années 80 et 90 (Hammouda, 2002 : 110-11). En d'autres termes, il permet d'affronter le constat d'échec ou la crise de l'État postcolonial africain, défaillant, et souvent entre les mains d'un clan d'affairistes qui brade l'économie du pays aux dépens des populations (bien que chaque État garde sa spécificité), un État incapable d'assurer le développement politique, économique et social de la société, et qui a renoncé à l'essentiel de ses fonctions régaliennes (control de la politique étrangère, sécurité du territoire national, protection des personnes et de leurs biens, l'État de droit, éducation et santé), avec la baisse ou perte subséquente de légitimité interne ou sociologique.

Avec le néo-panafricanisme, il est question de s'insérer dans la globalisation néolibérale, conçue par et pour les pays riches, caractérisés par des pratiques prédatrices, non comme objet mais comme protagoniste (« une Afrique sujet et non plus objet ») et pouvoir résister à tous ses aspects négatifs. Il s'agit, en particulier, de concrétiser la volonté de s'affranchir de la tutelle financière des bailleurs de fonds occidentaux, en plus de s'interroger sur la validité du modèle lui-même.

Les dimensions du néopanafricanisme : la décentralisation interne, l'intégration régionale et la coopération Sud-Sud

La dimension populaire du néopanafricanisme part du principe selon lequel aucun modèle de développement n'est viable faisant fi, ou à contre courant, de la participation des bénéficiaires et de la majorité de la population. Il s'agit de donner une dimension humaine (la notion de «sécurité humaine») et sociale au développement, orienté vers la satisfaction des besoins fondamentaux ou basiques de la personne, s'inspirant de la propre histoire des peuples africains faite de fécondité, créativité et ingéniosité, malgré les multiples adversités et contrairement aux idées reçues. C'est ce que Assane Mayaki (2018 : 100-101) exprime en ces termes : « il faut bien comprendre que l'informel (...) qui est une composante essentielle de l'économie subsaharienne (...) est plus qu'une simple dénomination administrative désignant les activités échappant au contrôle de l'État ; il est un mode de vie, une tradition. Il est l'économie de l'État ; il est un mode de vie, une tradition. Il est l'économie africaine originelle et endogène (...). Si le secteur informel fonctionnait plus efficacement, il pourrai grandement améliorer le sort de centaines de millions de nos concitoyens ».

La stratégie consiste à aller au-delà des simples activités actuelles d'adaptation à la crise pour en faire des véritables projets de développement et de société. Il importe de procéder, de manière rationnelle, à la conversion de l'économie populaire ou solidaire (à ne pas confondre avec l'économie mafieuse ou délictueuse), ou ce que Göran Hyden (1987) qualifie de « economy of affection»¹⁴, en vecteur du développement humain et solidaire, et éviter sa récupération par des bandes mafieuses mondialisées qui profitent des connexions universelles et opportunités offertes par la mondialisation et la porosité des frontières africaines, pour se dédier à des activités illicites et à la criminalisation de

¹⁴Cette «économie de l'affection » est un véritable « laboratoire de la modernité » (Göran, *op. cit.*, 40; voir aussi de Soto, 1994; MBaye, 2009), ou de dynamisme interne de fécondité et créativité des peuples.

l'économie pour des fins personnelles. Il s'agit en fait, de doter les entrepreneurs populaires et la société civile, particulièrement dynamique, d'une certaine capacité de production, transformation et innovation, profitant de leur capacité de satisfaire les besoins essentiels du plus grand nombre et par le fait de représenter cette économie 30% à 50% des activités de l'économie locale (entre 25% et 65% du PIB, et entre 25% et 65%, du PIB et entre 30% et 90 % de l'emploi non agricole, selon le FMI). L'objectif, en fin de compte, est de convertir l'Afrique en un continent de "créativité et d'innovations", en permettant aux peuples de se prendre en charge et de s'investir dans le collectif (construction des ponts, des puits, de petites écoles et des dispensaires ou des infrastructures basiques). La solidarité dans laquelle se base cette économie n'a rien à voir avec celle néolibérale « à rebours », « dans laquelle le profit de l'un est le dommage de l'autre, la fortune d'un industriel s'élève sur la ruine de ses concurrents. Dans la vraie solidarité, le bien ou le mal de l'un devient le bien ou le mal de tous. Chacun s'engage pour tous, tous pour chacun... » (Blais, 2015 : 129). C'est ce modèle qui est présente, à dessein, comme la solution à la volonté et aux intérêts populaires.

Quant à l'intégration régionale, différente des modèles extravertis-imposés par les partenaires financiers étrangers et gouvernements du Nord, elle est conçue comme une solution à des défis internes et externes. Au niveau politique, il s'agit de favoriser la supranationalité ou le « panafricanisme maximaliste » ou totalisant, pour pallier à l'absence ou la faiblesse de la conscience citoyenne et résoudre les conflits identitaires dans un continent prétendument miné par les tensions ethnico-régionales et ethnico-religieuses, fomentées ou récupérées par les chefs de guerre. Au niveau économique, face à l'impasse dans laquelle se trouvent les politiques de développement exclusivement nationales expérimentées depuis les indépendances, il s'agit maintenant de favoriser l'horizontalité, dictée par l'impossibilité d'un développement solitaire. Face aux modèles d'intégration basés sur le mimétisme de l'Union européenne (l'UA a été « calquée sur le modèle de l'UE ») et pour le besoin d'incorporation dans la mondialisation néolibérale, qui ont montré leurs limites, en particulier en avivant la compétition féroce autour des ressources naturelles, il convient de s'appesantir, d'une manière concomitante ou simultanée, sur de nouveaux modèles adaptés aux économies africaines et aux aspirations des peuples: institutionnalisation des échanges transfrontaliers, ressuscitant les réseaux du commerce précolonial sans frontières; la construction des infrastructures physiques horizontales pour connecter les peuples et les États balkanisés, en donnant priorité aux industries de fabrication des biens d'usage et de consommation populaire (outils agricoles, produits chimiques et pharmaceutiques et matériaux de construction), afin de pouvoir créer une opinion publique favorable et engagée et, en conséquence, favoriser la participation des masses dans le processus; le modèle d'intégration par étapes et en fonction des intérêts économiques communs (modèle de type SADC); l'union monétaire pour favoriser le commerce interafricain, excluant toute forme de tutelle extérieure avec des organisations néocoloniales et inefficaces, qui mettent en exergue le déficit ou le mythe de l'intégration régionale en Afrique.

En bref, dans un contexte comme l'africain, "continent de toutes les priorités", où l'acuité des problèmes les rend insolubles au niveau d'un seul pays, et tenant compte de la communauté de destin des peuples africains, les États actuels, créés pour des raisons de colonisation et de néo-colonisation, doivent céder le pas à des grands espaces de souveraineté politique et économique ou des espaces solidaires: une Union africaine politique, économique et monétaire. Ils doivent donc être substitués par une Fédération d'États africains. Plus le temps passe, plus se renforcent les nationalismes étatiques, plus on s'éloigne de l'idéal panafricain d'unité. « Cette unité, note le professeur

Kabamba wa Kabamba, il faut qu'on la fasse sans trop tarder, sinon, les micro-nationalismes deviendront plus virulents que jamais, les institutions cristalliseront les situations les plus aberrantes et empêcheront les réformes nécessaires » (1979 : 62).

La tâche est d'autant plus facile pour deux raisons. D'une part, il ne s'agit pas d'inventer mais de récupérer l'Afrique des peuples: la géographie et l'histoire du continent coïncident avec des grandes régions culturellement cohérentes qu'il faudrait redynamiser ou refaçonner : Nord, Ouest, Centre, Est et Sud. D'autre part, basé sur une "légitimité négative", ou extérieure, et incapable d'assumer les dépenses de souveraineté, l'État africain est menacé de disparition par les forces centrifuges mondialistes et ethnistes, agissant à de différents paliers vers le haut et vers le bas. Ces deux arguments puissants constituent le bouillon de culture du néopanafricanisme: l'afro-fédéralisme politique interne et externe et la régionalisation économique (création des groupements économiques régionaux productifs et caractérisés par de véritables abandons de souveraineté).

Dans ce contexte, on doit veiller à accompagner l'intégration de *jure*, à partir des États, dont les résultats se font attendre, par l'intégration de *facto*, d'en bas ou des dynamiques de base avec un fort contenu sociologique, culturel et économique (Traoré, 1999 : 173). On a souvent basé l'intégration régionale en Afrique dans l'élargissement des marchés locaux, au lieu de créer et renforcer les structures et les capacités productives régionales (Ben Hammouda, 1996 : 19).

Enfin, la coopération Sud-Sud ou la priorité au renforcement des relations avec les pays d'Asie et d'Amérique latine, et par extrapolation avec les pays émergents, —profitant la montée en puissance de ces pays qui remettent en question l'hégémonie occidentale—, et les descendants d'Africains déportés, l'objectif étant de « promouvoir un monde plus juste et plus sûr » et un projet de société qui exclut le gaspillage, la marginalisation et la pauvreté, créer des fronts communs dans les forums internationaux pour défendre les intérêts du Sud, de mettre fin aux relations asymétriques entre le Nord et le Sud, et de promouvoir la coopération horizontale économique-financière, politico-diplomatique et scientifico-académique entre les trois continents pour en finir avec la logique d'extraversion et de dépendance, tant au niveau des États qu'au niveau régional. Il faut se débarrasser du « syndrome de la boussole », qui conduit au mimétisme du développement, de la démocratie et des États importés, qu'il faut maintenant africaniser ou remplacer par l'État social, garant du lien social et chargé de mettre en place de services répondant aux besoins fondamentaux de tous, pour combler le fossé qui sépare les dirigeants des peuples dans le cadre de la réconciliation avec-nous-mêmes. En fait, la résurrection de l'esprit de Bandoeng et du tiers-mondisme ou des idéaux des années 50 et 60 est une nécessité impérieuse (cf. Kabunda, 2011 ; Traoré, 1999 : 173). Ce dont l'Afrique a besoin, comme le fait remarquer Aminata Traoré (2008 : 87), c'est la vérité et la justice.

À ces trois niveaux, on devra donner un espace considérable à la dimension du genre («gender») ou l'équité homme-femme, permettant aux femmes ou à la force féminine de participer activement au développement et au renforcement du néopanafricanisme.

Le néopanafricanisme impose de nouvelles donnes et des mutations politiques, économiques, sociales et institutionnelles à l'image de l'immense chantier qu'est l'Afrique. L'objectif est le développement durable des peuples africains, développement qui passe par la priorité au marché intérieur, c'est-à-dire la fin de la marginalisation, l'extraversion et la vassalisation des économies africaines.

Au panafricanisme originel, dont le talon d'Achille est l'autosatisfaction handicapante, doit succéder le panafricanisme opérationnel qui doit reposer sur la

renonciation par les États de leur souveraineté internationale. C'est d'autant plus étrange que les Africains échouent là où les colonisateurs avaient réussi avec le fédéralisme administratif —la création des empires coloniaux tels que l'Afrique Occidentale française (AOF), l'Afrique Equatoriale Française (AEF), le Congo-Rwanda-Urundi, la Fédération des Rhodesies et Nyassaland ou la Fédération de l'Afrique Orientale (Uganda, Kenya, Tanganyika).

Dans la postcolonie, on peut énumérer les projets panafricanistes, fédéralistes ou de l'unité africaine maximaliste, suivants (cf. Martin, 2002 : 273-279) :

—Le projet des «États-Unis d'Afrique» de l'Osagyefo Kwame Nkrumah (le maximo leader panafricaniste), élaboré comme un véritable programme politique dans son œuvre *Africa Must Unite*, étant l'unité l'unique force capable de faire face au néocolonialisme ou au poids et influence des anciennes puissances coloniales, ou le salut de l'Afrique par l'intégration continentale;

—L'initiative de l' «État fédéral d'Afrique noire» du professeur Cheikh Anta Diop, le premier à avoir élaboré les bases scientifiques de l'unité africaine à partir de la complémentarité économique entre les différentes régions africaines, et à avoir souligné l'importance de la création ou récupération de notre mémoire culturelle (unité culturelle) et de la conscience historique¹⁵, pour des raisons de développement et sécurité, dans son œuvre *Les fondements économiques et culturels d'un État fédéral d'Afrique noire* (1960, 1974). Le professeur Cheikh Anta Diop misait sur la création d'un État multinational en Afrique à partir de «l'unité culturelle de l'Afrique noire » (1952, 1982). Tout le combat du professeur sénégalais consistait à démontrer que l'Afrique devait s'unir sur d'autres bases que celles élaborées à Addis-Abéba en 1963, pour faire face aussi à l'impérialisme (Ela, 1989 : 95). Un homme qui s'était battu contre vents et marées pour la « véritable indépendance du Sénégal, mais également pour la création d'un État fédéral en Afrique noire » (Boris Diop, 2007 : 111). Cette œuvre est poursuivie aujourd'hui par son disciple, le professeur Théophile Obenga (2012) qui, dans la lignée de son maître, défend acharnement le projet diopiste d'unité.

—Le « panafricanisme rationalisé » de l'ancien secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo (1985). Ce dernier, dans la lignée de Nkrumah et Cheikh Anta Diop, le définit, dans son livre *Et demain l'Afrique*, comme l'expression de la volonté du dépassement des frontières héritées de la colonisation, frontières ayant balkanisé le continent¹⁶, de manière à faire de ce continent une puissance dans le système international partant de ses potentialités économiques et culturelles;

¹⁵Le savant sénégalais ne cessait de renchérir : « Une action ne peut être révolutionnaire que dans la mesure où elle s'enracine profondément dans l'histoire et la culture nationales. Et la révolution africaine passe par la restauration de la conscience historique des peuples africains et par la rénovation des langues nationales » (cité par Yoka, 2010 : 592).

¹⁶L'Afrique, selon Assane Mayaki (2018 : 35), est l'unique continent avec plus d'États par kilomètre carré. Chaque pays africain partage les frontières communes avec quatre autres pays, contrairement à l'Amérique latine où chaque pays n'en partage, approximativement les frontières, qu'avec deux autres pays.

—La nouvelle carte politique de l'Afrique de l'activiste et académicien kenyan, Makau wa Mutua (1994), avec les 15 grands États africains (définis sur la base des affinités ou homogénéités culturelles et géographiques ou des complémentarités économiques) qui devaient se substituer aux 54 ou 55 actuels États;

—Les États-Unis d'Afrique, projet proposé au Sommet de Syrte par le colonel Muammar al-Kadhafi, avec l'adoption d'un gouvernement continental, d'une politique étrangère et de défense commune, et la création des institutions financières africaines (Fond Monétaire Africain, Banque mondiale africaine, etc.), pour lutter contre la néocolonialisme et l'impérialisme en Afrique (Attisso, 2008).

Force est de souligner, dans ce même ordre d'idées, les initiatives panafricanistes de l'ancien président du Mali et ancien président de la Commission de l'Union africaine, Alpha Oumar Konaré. Il est évident de constater que l'unité politique, économique, militaire et sociale est l'unique moyen d'émergence du continent. Ce projet (kadhafiste) fut considéré, à tort, par certains politiques et intellectuels africains comme relevant de l'« impérialisme africain » ou un instrument entre les mains de Kadhafi pour mieux asseoir sa domination sur les États africains aux « souverainetés limitées », voire de l'extension de la dictature à l'échelle continentale (Mvella, 2007 : 42-49). Tous ces projets ont en commun l'unité politique, économique et culturelle du continent, ou une vision centrée sur l'unité africaine, que le professeur Joseph Ki-Zerbo (2003) considérait comme l'unique condition de la libération de l'Afrique.

Le rôle de l'intelligentsia ou des intellectuels africains

Il appartient aux intellectuels engagés¹⁷ d'assumer la paternité de ce projet néopanafricaniste et d'en définir les préceptes (comme alternative claire aux États-nations), en plus d'amorcer la lutte pour la « deuxième indépendance » du continent (voir Nzongola-Ntalaja, 1997), la véritable indépendance tant attendue et qui tarde à venir. Pour réussir dans ce combat avec des intellectuels acquis au néopanafricanisme, il y a lieu de faire observer que l'Afrique se doit de prendre des distances vis-à-vis de ces intellectuels qui adhèrent facilement au fukuyamisme¹⁸. Ces intellectuels dangereux pour la cause panafricaine sont dotés d'une mentalité « formatée à l'occidentale » et ayant un langage stéréotypé, ils ne croient, pas aux dires de Jean-Marc Ela (1989 : 96) en l'unité africaine et affirment que « nous sommes trop différents les uns des autres aussi bien du point de vue de la race que de la culture et de la langue ». Il s'agit, en fait, des élites largement tributaires du mimétisme colonial ou des modèles occidentalo-centrés. L'éducation « a conditionné l'Africain et l'a préparé, non seulement à accepter, mais aussi à revendiquer le modèle du colonisateur », écrit P.-F. Gonidec (1970 : 69).

¹⁷Il s'agit des élites politiques, intellectuelles, économiques et activistes de la société civile, ayant un compromis avec les causes de leurs peuples, et imprégnés de ce qu'on appelle « les savoirs endogènes » dans le sens des « épistémologies du Sud », chères à Boaventura de Sousa Santos.

¹⁸Les intellectuels ou élites qui croient dans le triomphe irréversible et l'attrait du modèle économique et politique occidental et la fin des utopies communistes et tiers-mondistes, ou qui partage le point « penser que le capitalisme occidental est la forme la plus avancée de l'histoire et l'expression la plus achevée de la raison humaine » (Robert, 2006 : 195)

Les intellectuels néopanafricanistes et progressistes, jadis dans le collimateur des pouvoirs établis et, à en croire Bratton et van de Walle (1992 :42), souvent diabolisés, privés de leurs rôles et voués à l'exil¹⁹, à la prison et à la mort, doivent rompre ce cordon ombilical néo-colonial, relever le défi et assumer la mission historique de conception d'un projet de société autonome et autosuffisante, avec la création des partis politiques panafricains au niveau de chaque État, pour se doter d'une certaine légitimité démocratique, demeurer au coeur du processus démocratique et définir des nouvelles références destinées à favoriser le développement politique, économique et le bien-être social des peuples africains. C'est autant dire qu'ils doivent être au four et au moulin du projet néopanafricaniste, inspiré des pratiques et des aspirations populaires pour ne pas tomber dans un comité restreint ou un club fermé d'intellectuels coupés des réalités, se dotant du courage politique et intellectuel pour défendre dans le présent et à l'avenir les intérêts des peuples africains en cherchant à mettre fin à des humiliations et rentabiliser les énormes ressources humaines et naturelles du continent.

La décentralisation et la régionalisation ou le Janus du néopanafricanisme

Partant de l'idée selon laquelle le futur de l'Afrique est dans le local, on mise sur la décentralisation, comme point de départ de l'idéal néopanafricaniste. Celle-ci n'a rien à voir avec la décentralisation recommandée et même imposée aux États africains par les institutions financières internationales (IFIs) dans leur objectif néolibéral d'affaiblissement des États et d'accès aux marchés locaux²⁰, et pour continuer avec « la logique de pillage qui caractérise les relations entre l'économie mondiale et l'Afrique »²¹. Ces institutions sont parfois relayées par les pouvoirs en place et les « élites rentières » ou les prétendus intellectuels africains à leur service, qui ont vidé de sens la décentralisation, transformée en une stratégie de «néopatrimonialisme éclaté» (confusion du patrimoine public et privé à tous les niveaux), donnant lieu à la montée en puissance des « identitarismes régionaux » et des passions ou actions autonomistes (et parfois des désirs de séparatisme et d'irrédentisme) qui conduisent souvent à la haine de l'autre, identifié comme la cause de nos malheurs, situations qui ont donné lieu à

¹⁹Durant la dictature du parti unique, et dans la période néolibérale, les universitaires ont été complètement abandonnés à leur propre sort avec un corps scientifique et académique complètement démuné et démotivé, sans moyens et avec des salaires de misère souvent impayés et qui ont difficile à nouer les deux bouts de mois, et généralement moins payés que les agents des ONG locaux (voir Traoré, 1999 : 161 ; Robert et Servant, 2008 : 145). Dans plusieurs universités africaines, soumises à des contrôles policiers, il s'y développe une vie universitaire, non une vie intellectuelle. Le *brain drain* (la fuite des cerveaux) s'était accompagné de «l'expulsion des cerveaux». Selon Meredith (2006 : 368), entre 1960 y 1987, 100.000 cadres et personnes hautement qualifiées travaillaient en dehors du continent, et entre 1986 y 1990, 50.000 à 60.000 cadres moyens ou de haut niveau avaient décidé abandonner le continent.

²⁰La Commission des Nations Unies pour l'Afrique (ECA avait réagi, en 1989, contre les PAS de la Banque mondiale, qui défendent cette approche de la décentralisation,, exigeant la démocratisation des processus de prise de décisions aux niveaux national, local et des communautés ou associations de base, pour obtenir le consensus et l'appui populaires (cf. Crawford et Kante, 1992 : 58).

²¹Dans l'opinion de Aminata Traoré (1999 : 81), cette décentralisation téléguidée de l'extérieur vise à substituer l'Etat-nation qu'on voulait changer par un pouvoir supranational «aussi centralisateur, aussi arbitraire et aussi prédateur que lui».

l'émergence de chefs de guerre ou de milices, devenant ainsi des entrepreneurs de la violence avec le risque de balkanisation de l'Afrique. Le panafricanisme de façade de ces élites est clairement contredit par un profond attachement au besoin de sauvegarder la souveraineté nationale. Se référant au cas particulier de la RD Congo, qui est un cas d'école, le professeur Nzongola-Ntalaja (2002) dénonce cette complicité et les élites locales ou la bourgeoisie compradore congolaise avec les forces du capitalisme international : « The neo-colonial situation involves the uninterrupted exploitation of the country's resources by the metropolitan bourgeoisie, but this time in collaboration with national ruling classes. The primary mission of the latter is to maintain the order, stability and labour discipline required for meeting the country's obligations to the international market ». Dans le même ordre d'idée, le professeur Joseph Ki-Zerbo (2003 : 140) fustige cette élite en ces termes : « Les bourgeois africains vivent aux crochets de la bourgeoisie internationale tout en bénéficiant, comme des saprophytes, des miettes qui subsistent », soit une bourgeoisie qui ne contrôle pas les structures économiques du pays, qui ne réussit pas à créer l'épargne interne en cherchant plus à paraître qu'à être, et qui exporte ses fonds dans les paradis fiscaux au lieu de les investir dans les aspects productifs nationaux (ibid, 92-93).

La véritable décentralisation, dont il est question ici, est celle en harmonie avec le respect du pluralisme culturel et ethnique des sociétés africaines, et dont le but est de favoriser les initiatives et la participation locales contre la centralisation du pouvoir politique et économique, comme base du développement et de l'intégration régionale d'en bas. Elle permet de résoudre localement les problèmes locaux dans leur complexité, en plus de fomenter l'unité dans la diversité, tant du point de vue politique que social.

Dans le cas des pays africains, où sont rares les États-nations²² du fait de la coexistence dans un même pays de peuples aux origines politiques et culturelles différentes, la décentralisation constitue une solution adéquate pour l'endo et l'ethno-développement. Cette expression désigne le développement des peuples à partir de leurs langues, cultures et valeurs intrinsèques, ou des valeurs géopolitiques et géoculturelles, celles qui ont des racines en terre africaine. Fondamentalement, elle favorise ce qu'il est convenu d'appeler l'"administration de proximité". Malheureusement, cette autonomie politique est assimilée avec le vecteur d'intensification des tensions intercommunautaires, l'affaiblissement du contrôle de l'État central ou de l'unité nationale et même de bouillon de culture des activités et aspirations sécessionnistes ou séparatistes (Rothchild, 1997 : 55).

Dans le même ordre d'idées, Zorgbibe (2010 : 150), fait remarquer qu'« en fait, le pluralisme politique a bel et bien développé l'argument identitaire, ethnique ou religieux dans le combat politique. Cet argument permet aux nouveaux partis d'élargir leur base sociale au moindre coût ».

Les ethnies ne constituent pas un obstacle à l'unité africaine, loin de là !, elles sont le produit de la faiblesse des États africains, qui incarnent le mimétisme de l'État colonial et de l'État occidental. Il s'agit par essence, et bien souvent, d'un État multinational ou multi-ethnique.

Il ne fait guère de doute que l'ethnie n'est ni atavique ou innée, ni figée. Il s'agit d'une construction historique et sociale changeante dont l'Afrique n'a pas le monopole. Elle est un phénomène universel qu'on retrouve aussi dans les sociétés dites civilisées ou modernes. Mais il se fait qu'en Afrique, fait remarquer le professeur Mwabila

²²Les cas des États nations en Afrique Subsaharienne sont ceux de la Somalie, du Rwanda, du Burundi, du Botswana, du Swaziland, du Lesotho et de Madagascar.

Malela (1984 :12), la conscience ethnique ou « la solidarité ethnique apparaît...comme le cadre auquel recourent les individus pour se prémunir contre les incertitudes de la nouvelle société globale », en particulier comme un mécanisme de résistance contre la politique assimilationniste de l'État-nation et d'autodéfense et promotion individuelle et collective.

L'existence des ethnies à cheval entre deux ou plusieurs frontières, au lieu d'être un facteur belligène devrait servir d'osmose en faveur de l'unité. C'est ce qu'exprime en ces termes P. F. Gonidec (1974 : 145-146) : « l'existence d'ethnies divisées par des frontières artificielles²³ aurait dû conduire à un rapprochement d'États voisins, proches par la culture (langue, coutume, etc.). En fait une telle situation a plutôt suscité des affrontements. Ainsi, le Congo (Brazzaville) et le Congo-Zaïre ont des populations parentes, ce qui aurait motivé une union totale des deux États ». Il est vrai que durant longtemps, les gouvernants africains, qui préfèrent placer leurs avoirs à l'étranger plutôt dans l'économie nationale, ont utilisé et continuent à le faire, la diversité ethnique comme un alibi pour donner priorité à la construction nationale ou de l'État-nation au détriment du développement économique et social. Au nom de l'unité nationale, les pouvoirs en place, dictatoriaux (Idi Amin Dada, Jean-Bedel Bokassa, Macias Nguema, Mobutu Sese Seko...), connus tous pour leur anti-intellectualisme, ont violé systématiquement, à en croire Göran Hyden (1992 :24), les droits humains, en particulier les droits civils et politiques de leurs citoyens, et qu'il serait opportun dans ces cas de parler de «démoncratie» (Normand, 2019: 38). En effet, « despite the fact that it was European in origin, the political map of Africa was accepted in entirety by post-colonial African governments. A 1964 resolution of the Organization of African states considered `that the borders of African States, on the day of their independence, constitute a tangible reality´ and declared `that all Member States pledge themselves to respect the borders existing on their achievement of national independence´. Political Africa is an intrinsically imperial cum international construct” (Jackson, 2006: 210-211).

Quant à l'intégration africaine ou le régionalisme (entendu comme « la tendance à voir des États appartenant à une même région se rapprocher, d'un point de vue économique et/ou politique » (Chauprade, 2003 : 810) dont la rationalité n'est pas à démontrer, sa fonction première, selon le constat de Charles Zorgbibe (2009 : 265), «ne semble pas de dépasser les entités étatiques, mais de renforcer le pouvoir étatique en accroissant la capacité externe des gouvernants et en se servant de substitut à des infrastructures diplomatiques inexistantes ». C'est cette conception biaisée qu'il faut dépasser.

Sur le plan économique, l'intégration permet l'augmentation et la diversification des productions et une meilleure coordination des investissements; sur le plan politique, elle conforte le pouvoir africain face aux influences étrangères et rend possible un certain pluralisme social – ne serait-ce que par la circulation des idées et des hommes (Zorgbibe, 2009 : 265). Il est question aussi de dépasser le « régionalisme ouvert » néolibéral ou l'intégration extravertie dont l'objectif est de convertir les regroupements régionaux africains en marchés des produits de l'UE et en sources d'approvisionnement de matières premières au rabais, en faveur de l'intégration endogène ou horizontal qui donne priorité aux marchés internes, dans le sens du «made in Africa » et du « made for

²³Selon l'africaniste soviétique Gromyko, cité par Boutros Boutros-Ghali (1972 : 10), 44% des frontières en Afrique ont été tracées en fonction des méridiens et des parallèles, 30% à partir des procédés géométriques basés sur les lignes rectilignes ou des courbes, et seulement 26% sont des frontières naturelles

Africa», selon la formule de Sylvie Brunel, et « des solutions africaines aux problèmes africains », dans le droit-fil du *self reliance* ou *self sustaining* du PAL, comme stratégie de libération économique. Ou ce que Assane Mayaki (2018 : 69ss), résume en ces termes, faisant l'apologie de la « souveraineté intellectuelle » africaine: l'heure est à « l'émergence d'un savoir et d'un savoir faire réellement africain et à même d'apporter des réponses pensées par et pour les Africains », ou selon l'auteur susmentionné, l'heure est à « l'émergence d'un savoir et d'un savoir faire réellement africain et à même d'apporter des réponses pensées par et pour les Africains », partant d'une éducation pour le *self reliance*, ou celle qui privilégie un enseignement technique, scientifique et professionnel (cf. Normand, 2019 : 192-193), adapté aux demandes et nécessités immédiates de la société, et en harmonie avec l'économie populaire. En des termes plus élucidés, il s'agit du pari pour les « savoirs endogènes », du terroir.

Il n'y a pas de contradiction entre la décentralisation et le néo-panafricanisme, qui sont les deux faces d'une même médaille. Il s'agit-là de deux phénomènes dialectiquement liés. En effet, le pluralisme ethnique des sociétés africaines est un préalable à l'unité africaine, en ce sens que l'ethnicité, dans l'opinion de John Lonsdale, « représente un projet politique moderne de revendication de droits », et que le moment est venu de s'attaquer au *statu quo*, maintenu par la crainte d'ouvrir la boîte de Pandore.

Le professeur Charles Zorgbibe (2010 : 352) pose le problème du moment: « Intégration continentale ou intégration au sein des sous-régions africaines? Bien que placé sur le devant de la scène, il ne fait guère de doute qu'il s'agit-là d'un faux débat. Au-delà de l'élan affectif des doctrines panafricaines, on voit mal comment instaurer un gouvernement fédéral, une instance aux pouvoirs supranationaux pour tout le continent, sans les asseoir sur de solides pouvoirs régionaux. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), cher à Abdoulaye Wade, porte un grand dessein pour l'ensemble du continent mais s'appuie sur des structures régionales ».

En gros, dans les deux cas, il s'agit d'un pari qui concerne l'avenir de l'Afrique, et aucun ne peut dire avec certitude qu'il a raison. On assiste à une empoignade entre les « fédéralistes » (l'unité par le haut) et les tenants de la thèse de l'unité à partir des cercles concentriques ou « l'intégration de l'Afrique par secteurs et par sous-régions » (Ndeshyo et Ntumba, 1981 : 36) ; c'est-à-dire l'approche gradualiste de construction progressive de l'unité africaine ou le processus d'intégration graduelle.²⁴ Les uns parient sur la région. Les autres parient sur le continent. Recourant à l'art du consensus, il ne s'agit pas de trancher entre deux solutions, mais de chercher leur complémentarité ou la fusion des régions dans un ensemble plus grand, un ensemble solidaire et fraternel : la région comme une étape vers une entité élargie ou une union fédérale. À un titre ou à un autre, les deux thèses sont favorables à l'unité. C'est-à-dire, à l'instar du continentalisme, le régionalisme a aussi pour finalité la réalisation de l'Unité africaine. Bien que dans le cadre de l'OUA, qu'on peut extrapoler aussi au niveau de l'Union africaine, le régionalisme, selon le professeur Ndeshyo (1984 : 59), en plus de la rivalité entre les différents regroupements, entraîne un double emploi de ressources, le gaspillage de l'argent et du personnel, et leur double appartenance à l'organisation panafricaine et aux organisations régionales est la source des problèmes politiques et financiers.

²⁴Exprimée en des termes plus élucidés, l'intégration politique continentale doit se réaliser par régions et par secteurs, ou « doit passer par l'intégration socio-économique des régions et l'intégration fonctionnelle pyramidale des organisations sous-régionales préexistantes à l'OUA est capitale dans ce processus d'intégration graduelle » (Ndeshyo, 1984 : 63).

Le néopanafricanisme a comme principal enjeu la supranationalité politique et économique, au-delà de la simple coordination ou coopération des micro-Etats actuels, pour la libération réelle des peuples africains des forces internes et externes hostiles aux véritables idéaux panafricains. Il s'agit de passer de l'utopie panafricaine, vide de sens face aux persistants problèmes africains, au panafricanisme d'action, au service des intérêts des peuples africains.

Ces objectifs ne sont en aucun cas incarnés ni par l'Union africaine, ni par sa devancière, la défunte OUA, dont elle a hérité tous les tares, ni par la nébuleuse idéologie de "renaissance africaine", ni par la « mascarade » du NEPAD, un succédané des PAS, intériorisés et reproduits par les Africains eux-mêmes, et devenus tous des gros vecteurs de la mondialisation néolibérale, si non par le stimulant puissant qu'est le néopanafricanisme, conçu non pour les peuples africains mais avec les peuples africains, associés aux logiques de développement avec la participation réelle à tous les programmes par des actions descendant plus bas: collines, vallées, villages, petites zones. D'où son caractère fondamentalement afrocentriste. C'est là une vérité d'évidence.

L'échec de l'OUA, d'accord avec le professeur Gonidec (1974 : 156), était dû en partie à l'insuffisance des moyens mis à sa disposition, au refus des dirigeants africains, de renoncer, totalement ou partiellement, à la souveraineté de leurs États, et de permettre aux États tiers ou des puissances non continentales d'intervenir dans la résolution des conflits africains, pour avoir conclu avec ces puissances une sorte de *gentlemen's agreement*. Fondamentalement pour avoir sacratisés les principes d'égalité souveraine, de non ingérence dans les affaires intérieures et de non subversion, faisant ainsi de l'OUA un « club de dictateurs et de pillards, (en) une association de malfaiteurs au col blanc qui se couvraient mutuellement » (Lado, 2008 :479), et dont l'objectif principal était la libération du continent et non son unité.

En définitive, Founou Tchouigoua (2001 :144) définit, d'une manière pratique et cohérente, les principaux objectifs à court, moyen et long termes suivants du néopanafricanisme: l'adoption du modèle de développement et de démocratie postcapitaliste, et contre le néolibéralisme, basé sur la stratégie du « développement régional autocentré concerté » et financé par l'épargne intérieure (self-reliant state); la priorité au développement humain, contre l'apartheid social, et dont la pierre angulaire serait la participation populaire; la résolution des conflits armés; la création d'un « État-Afrique » ou continental avec des partis panafricanistes tant au niveau régional que continental; la combinaison de l'industrialisation avec l'agriculture, avec la création des multinationales africaines; la création de l'enseignement supérieur régionalisé et dispensé dans les langues régionales les plus parlées, misant à la fois sur la maîtrise des industries classiques, des technologies innovantes, la formation technique et professionnelle et la conciliation de l'universel avec les réalités locales ou régionales africaines...La liste n'est pas exhaustive !

C'est ce qu'exprime aussi Guy Martin (2002: 262), qui abonde dans le même sens, avec la réflexion ci-dessous, qui en dit long: "A new development model for Africa should integrate the concepts of security, development and democracy based on African historical, cultural and sociological realities and focused on satisfying the basic (security, developmental, human, and political) needs of the African people at the national, subregional and regional levels".

Conclusion

L'Afrique n'existe pas, sauf sous son aspect géologique, note Sylvie Brunel. Dans le même sens, un autre expert français des problèmes africains affirmait, au début de la

décennie 90, sous couvert d'anonymat, que si l'Afrique noire disparaissait de la carte du monde, comme conséquence d'un cataclysme ou d'un tsunami, cela passerait totalement inaperçu, sauf quelques matières premières stratégiques généralement situées en Afrique du Sud ou en RD Congo, pour souligner l'inutilité économique de l'Afrique²⁵, réduite à la simple dimension géologique.

Avec le néo-panafricanisme l'objectif est de reconstruire ce que la colonisation avait détruit, en particulier la France et la Grande Bretagne, qui avaient démantelé à la veille des indépendances les fédérations politiques de l'Afrique occidentale, centrale, orientale et australe.

Il est inconcevable que les regroupements régionaux qui fonctionnent en Afrique sont ceux soutenus par la France et l'Afrique du Sud (de l'époque de l'apartheid), et non ceux créés par l'OUA et l'Union africaine, selon Bernard Founou-Tchuigoua (2001), des organisations internationales classiques qui préservent plus ou moins la souveraineté des États.

Il est triste, et inconcevable à la fois, que l'intégration de l'Afrique soit en train de se réaliser depuis l'extérieur à travers des initiatives comme la loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (African Growth and Opportunity Act), l'AGOA étatsunienne, ou les Accords de partenariat économique (APE) imposés par l'Union européenne, tous destinés à créer des zones de libre-échange asymétriques entre l'Afrique et ces puissances (lire MBaye, 2009 : 41-42), et dont l'objectif non déclaré est de convertir le continent en grenier et pourvoyeur de matières premières et produits de base pillés, et en marchés pour leurs biens manufacturés.

C'est ce défi que le néopanafricanisme entend relever, en particulier sortir du pacte colonial, et de la bibliothèque coloniale dont parle V.Y. Mudimbe, ou la libération du « pré carré » français ou de la *Françafrique*, cette forme de néo-colonialisme, qui empêche le rapprochement entre les pays africains ou l'Afrique unie, et dont le mépris est illustré par le procès qui a été fait à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar par le président Sarkozy, procès basé sur la négation ou le déni de l'autre.

Les dynamiques régionales postcoloniales laissent beaucoup à désirer²⁶, aux dires de Mbaya Kankwenda (2001 : 83-85), à cause de la réticence des États à transférer leurs souverainetés vers une entité supranationale. Par conséquent, selon cet auteur, les problèmes d'intégration régionale sont si sérieux qu'ils ne peuvent être laissés exclusivement à l'initiative des clubs gouvernementaux et leurs experts, ou les éternels nostalgiques d'un monde bipolaire, mais aussi à celle des élites politiques, économiques, intellectuels et les acteurs sociaux ou les représentants de la société civile (cf. Sundi, 2008 : 465-477), ou la mise en commun des énergies de tous les acteurs, publics comme privés.

L'Afrique n'a jamais été une table rase culturelle, comme le prétendaient les colonisateurs, et encore moins idéologique, comme l'avait démontré le modèle de

²⁵L'Afrique représente 1% du PNB mondial qui a même reculé, selon la CNUCED, entre 2000 et 2008, ou l'équivalent du PNB de la Belgique; 2% du commerce international; moins de 2% des IDE; 1,1% de la production industrielle mondiale; 200.000 kilomètres de routes pour l'ASS, soit autant que la Pologne; et pour cette même région la production d'électricité ne dépasse pas actuellement celle de l'Espagne, et dont la moitié se trouve en Afrique du Sud). La liste est longue.

²⁶Il faut cependant signaler que certains pays se sont dotés d'un ministère de Coopération Régionale ou du NEPAD, ou on inscrit dans leur constitution l'objectif de l'unité africaine, comme le cas du Ghana (mars 2003), dans le premier cas, ou du Sénégal, dans le second.

l'Ujamaa du Mwalimu Julius Nyerere, un modèle à mi-chemin entre la tradition et la modernité avec un contenu populaire, basé sur l'agriculture comme stratégie de développement. Sans tomber dans ce que Ali Mazrui avait qualifié de «Tanzaphilia» (culte d'adoration de l'expérience tanzanienne de Nyerere), il s'agit maintenant de corriger ses erreurs (socialisme conçu d'en haut, et non d'en bas, selon la critique de Göran Hydén, (celui qui mieux que quiconque étudia cette expérience), avant de procéder à sa panafricanisation (voir Kabunda, 2013 : 195-202). Il est question d'en finir avec cette image de l'Afrique dominée, par Africains interposés, et où il existe «une longue tradition d'exploitation de l'Africain par l'Africain» (Dumont y Mottin, 1980), exploitation que l'on appelle pudiquement, «authenticité africaine», version mobutiste. C'est-à-dire, une double domination : celle du Nord, et celle du colonialisme interne.

Bibliographie

- Adedeji, Adebayo, «Perspectives de développement et de croissance économique en Afrique jusqu'à l'an 2000 », in *Quelle Afrique pour l'an 2000* (Rapport du Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 (Monrovia, 12-16 février 1979), Organisation de l'unité africaine-Institut d'international d'études sociales, Genève, 1980.
- Amselle, Jean-Loup et M'Bokolo, Elikia (dir.), *Ethnie, tribalisme et États en Afrique*, La Découverte, Paris, 1985.
- Anta Diop, Cheikh, *L'unité culturelle de l'Afrique noire*, Présence Africaine, Paris, (1952, 1982)
- Anta Diop, Cheikh, *Les Fondements culturels, techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*, Présence Africaine, Paris, 1960.-Arnold, Guy, *Africa. A modern History*, Atlantic Books, Londres, 2005.
- Assane Mayaki, Ibrahim, *L'Afrique à l'heure des choix. Manifeste pour des solutions panafricaines*, Armand Colin, Paris, 2018.
- Attisso, Fulbert Sassou, *De l'unité africaine de Nkrumah à l'Union africaine de Kadhafi*, L'Harmattan, Paris, 2008.
- Ben Hammouda, Hakim, « La panne de l'intégration régionale », *Le Nouvel Afrique Asie* n° 86, novembre 1996.
- Ben Hammouda, Hakim, *Crise globale, un regard du Sud*, Maisonneuve et Larose, Paris, 2002.
- Blais, Marie-Claude, « Les racines solidaristes de l'économie sociale et solidaire. Le solidarisme en action », en *Du solidarisme à l'économie solidaire. Fonder et réaliser la solidarité* (dir : Emmanuel d'Hombres), Chronique sociale, Lyon, 2015.
- Boris Diop, Boubacar, *L'Afrique au-delà du miroir*, Philippe Rey, Paris, 2007.

- Bratton, Michael & van de Walle, Nicolas, « Toward Governance in Africa : Popular Demands and States Responses », in *Governance and Politics in Africa* (eds: Göran Hydén & Michael Bratton), Lynne Rienner Publishers-Boulder-Londres, 1992.
- Brunel, Sylvie, *L'Afrique est-elle si bien partie ?*, Éditions Sciences Humaines, Paris, 2014.
DOI: 10.3917/sh.brune.2014.01
- Buchalet, Jean-Luc et Prat, Christophe, *Le futur de l'Europe se joue en Afrique*, Éditions Eyrolles, Paris, 2019.
- Cahen, Michel, « Le potentiel révolutionnaire d'une catégorie mésestimée : ethnie et sciences sociales appliquées en Afrique », in *Le changement politique en Afrique noire. La révolution inachevée* (éd. : Albert Roca Álvarez), L'Harmattan, Paris, 2013.
- Campbell, Aidan, *Western Primitivism: African Ethnicity. A Study in Cultural Relations*, Cassell, London and Washington, 1997.
- Chrétien, Jean-Pierre, *Le défi de l'ethnisme. Rwanda et Burundi : 1990-1996*, Karthala, Paris, 1997.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, *Petite histoire de l'Afrique. L'Afrique au Sud du Sahara de la préhistoire à nos jours*, La Découverte, Paris, 2010.
- Corn, Georges, *Le nouveau gouvernement du monde. Idéologies, structures, contre-pouvoirs*, La Découverte, Paris, 2010.
- Courade, Georges, *Les Afriques au défi du XXI^e siècle*, Belin, Paris, 2014.
- de Soto, Henando, *L'autre sentier. La révolution informelle dans le tiers monde* (traduit de l'espagnol par Marine Couderc), La Découverte, Paris, 1994.
- Diop, Brahim, « Historique des dynamiques d'intégration économique en Afrique de l'Ouest, en *Les États-nations face à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Le cas du Sénégal* (dirs : Amadou Diop y Aminata Niang Diene), Karthala, Paris, 2007.
- Diouf, Mamadou, « Sur la modernité noire : les intellectuels africains et africains-américains », in *Mondialisation, cultures et développement* (dir : Isidore Ndaywel et Julien Kilanga Musinde (dirs.)), Maisonneuve et Larose, Paris, 2005.
- Dumont, René et Mottin, Marie-France, *L'Afrique étranglée*, Seuil, Paris, 1980.
- Ela, Jean Marc, *Cheikh Anta Diop ou l'honneur de penser*, L'Harmattan Paris, 1989.
- Founou-Tchuigoua, Bernard, « La dimension panafricaniste du défi à la mondialisation néolibérale », in *Et si l'Afrique refusait le marché ?*, Centre Tricontinental-L'Harmattan, Bruxelles-Paris, 2001.
- Gabas, Jean-Jacques, « La notion de 'développement' », in *Savoirs et politiques de développement. Question en débat à l'aube du XXI^e siècle* (dir : Vincent Géronimi et alii), Karthala-GEMDEV, Paris, 2008.

- Gonidec, Pierre-François, *L'État africain*, L.G.D.J., Paris, 1970.
- Gonidec, Pierre-François, *Les systèmes politiques africains* (2^a partie), L.G.D.J., Paris, 1974.
- Hountondji, Paulin, M., «le savoir mondialisé : déséquilibres et enjeux actuels », in *Mondialisation, cultures et développement* (dir.: Isidore Ndaywel E Nziem et Julien Kilanga Musinde), Maisonneuve et Larose, Paris, 2005.
- Hugon, Philippe, *Économie de l'Afrique* (4^a édition), La Découverte, Paris, 2003.
- Hyden, Göran, « Capital Accumulation, Resource Distribution and Governance in Kenya : The Role of the Economy of Affection », in *The Political Economy of Kenya* (ed.: M. G. Schatzberg), Praeger Publishers, New York, 1987.
- Hyden, Göran, *African Politics in a Comparative Perspective*, Cambridge University Press, 2007.
- Hyden, Göran, "Governance and the Study of Politics", in *Governance and Politics in Africa* (eds: Göran Hydén and Michael Bratton), Lynne Rienner Publishers-Boulder-Londres, 1992.
- Jackson, Robert C., "Quasi-States, Dual Regimes, and Neoclassical Theory: International Jurisprudence and the Third World", in *International Law and International Relations* (eds: Beth A. Simmons and Richard H. Steinberg), Cambridge University Press, Cambridge, 2006.
- Jaulin, Robert, *La décivilisation, politique et pratique de l'ethnocide*, Éditions Complexe, Bruxelles, 1974.
- Kabamba wa Kabamba, « Considérations générales et réflexions sur les tentatives d'intégration politique et économique de l'Afrique », in *Bulletin du CEPSE* n° 126-127, Lubumbashi, septembre-décembre 1979.
- Kabunda, Mbuyi (coord.), *África y, la cooperación con el Sur desde el Sur*, Casa África-Catarata, Madrid, 2011.
- Kabunda, Mbuyi, « Réussites et échecs des révolutions socialistes et populistes en Afrique », in *Le changement politique en Afrique noire. La révolution inachevée* (éd. : Albert Roca Álvarez), L'Harmattan, Paris, 2013.
- Kankwenda, Mbaya, « Mondialisation, défis économiques et régionalisation en Afrique », in *Et si l'Afrique refusait le marché ?*, Centre Tricontinental-L'Harmattan, Bruxelles-Paris, 2001.
- Ki-Zerbo, Joseph, *À quand l'Afrique ?* (Entretien avec René Holenstein), Éditions de l'Aube, Paris, 2003.
- Ki-Zerbo, Joseph, *La natte des autres (pour un développement endogène en Afrique)*. CODESRIA-Karthala, Paris, 1992.

- Klein, Naomi, *La doctrine del shock, el auge del capitalismo del desastre*, Paidós, Barcelona, 2007.
- Kodjo, Edem, « L'Afrique peut-il ignorer la globalisation ? », in *Mondialisation, cultures et developpement* (dir : Isidore Ndaywel et Julien Kilanga Musinde (dirs.), , Maisonneuve et Larose, Paris, 2005.
- Kodjo, Edem, *Et demain l'Afrique*, Stock, Paris, 1985 (en Anglais : *Africa Today*, Ghana Universities Press, Accra, 1989.
- Lacoste, Yves, *Géopolitique. La longue histoire d'aujourd'hui*, Larousse, Paris, 2007.
- Lado, Ludovic, «Vers les Etats-Unis d'Afrique : il ne suffit pas de rêver », in *Congo-Afrique* n° 426, Kinshasa, Juin-Juillet-Août 2008.
- Lamine, Seydou, *Les princes africains*, Éditions libres Hallier, Paris, 1979.
- Maathai, Wangari, *Un défi pour l'Afrique* (traduit de l'anglais par IsabelleTaudière), Éditions Héloïse d'Ormesson, Mayenne, 2010.
- Makau wa Mutua, « Redrawing the map along African lines », in *The Boston Globe* du 22 septembre 1994.
- Malela, Mwabila, «Propos sur les classes sociales avec référence à l'Afrique et au Zaïre », in *Cahiers Zairois d'Études Politiques et Sociales*, Presses Universitaires de Lubumbashi, Lubumbashi, 1984.
- Normand, Nicolas, *Le grand livre de l'Afrique*, Éditions Eyrolles, Paris, 2019.
- Martin, Guy, «The African Nation-State in Crisis: An Alternative Framework for Regional Governance», in *Globalisation and The Post-Colonial African State*, (ed: Dani W. Nabudere), African Association of Political Science, Harare, 2000.
- Martin, Guy, *Africa in the World. A Pan-African Perspective*, AWP, Trenton-Asmara, 2002.-
Mbaye, Sanou, *L'Afrique au secours de l'Afrique*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, Paris, 2009.
- Meredith, Martin, *The State of Africa. A History of Fifty Years of Independence*, Free Press, London-New York, 2006.
- Moussa Dembélé, Demba, « Le Sénégal 50 ans après : analyse d'un pacte néocolonial », in Gassama, Makhily (dir.), *50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique*, Philippe Rey, Paris, 2010.
- Moussa Dembélé, Demba, « Méconnaissance ou provocation délibérée ? », in Gassama, Makhily (dir.), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*, Philippe Rey, Paris, 2008.
- Moyo, Dambisa, *L'aide fatale*, JC Lattès, Paris, 2009.

- Mvelle, Guy, *L'Union africaine. Fondements, organes, programmes et actions*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- Nzongola-Ntalaja, Georges, « The Role of Intellectuals in the Struggle for Democracy, Peace and Reconstruction in Africa », in *African Journal of Political Science*, vol. 2, n° 2, Harare, December 1997.
- Nzongola-Ntalaja, Georges, *The Congo*, Zed Books, Londres, 2002.
- Obenga, Théophile, « Africanismes eurocentristes : source majeure des maux en Afrique », in Gassama, Makhily (dir.), *L'Afrique répond à Sarkozy. Contre le discours de Dakar*, Philippe Rey, Paris, 2008.
- Obenga, Théophile, *L'État fédéral d'Afrique noire : la seule issue*, IREA-L'Harmattan, Paris, 2012.
- Oppenheimer, Nicky, « Halte à l'aumône à l'Afrique », *Jeune Afrique* du 7 au 13 Août 2005.
- Paulet, Jean-Pierre, *La mondialisation* (4^e édition), Armand Colin, Paris, 2007.
- Robert, Anne-Cécile et Servant, Jean-Christophe, *Afriques, années zéro*, L'Atalante, Nantes, 2008.
- Robert, Anne-Cécile, *L'Afrique au secours de l'Occident*, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières, Paris, 2006.
- Rothchild, Donald, *Managing Ethnic Conflict in Africa. Pressures and Incentives for Cooperation*, Brookings Institution Press, Washington, 1997.
- Rurihose, Ndeshyo et Ntumba, Luaba, *La stratégie de l'Organisation de l'Unité Africaine pour le développement. Le cadre institutionnel*, Presses Universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1984.
- Rurihose, Ndeshyo, *Le système d'intégration africaine*, Presses Universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1981.
- Sundi Mbambi, Pascal, « Etats-Unis d'Afrique : Pour une mobilisation de la Société civile », in *Congo-Afrique* n° 426, Kinshasa, Juin-Juillet-Août 2008.
- Tevoedjre, Albert, *Winning the War against Humiliation. Report of the Independent Commission on Africa and the Challenges of the Third Millenium*, U.N.D.P., Porto-Novo, 2002.
- Thomson, Alex, *An Introduction to African Politics*, Routledge, London, New York, 2000.
- Tipoteh, Togba-Nah, « Globalisation and Development », in *Globalisation and The Post-Colonial African State*, (ed: Dani W. Nabudere), African Association of Political Science, Harare, 2000.

*Le neopanafricanisme ou l'ideologie de l' unite africaine et praxis de
developpement en Afrique*

Traoré, Aminata, *L'Afrique humiliée*, Fayard, Paris, 2008.

Traoré, Aminata, *L'étau. L'Afrique dans un monde sans frontières*, Actes du Sud, Paris, 1999.

Traoré, Aminata, *Le viol de l'imaginaire*, Actes Sud-Fayard, Paris, 2002.

Wagner, Julien (2015), *Chine Afrique. Le grand pillage. Rêves chinois, cauchemar africain?*, Eyrolles, Paris.

Yoka, , Lye, M. « Indépendances et politiques culturelle africaines », in Gassama, Makhily (dir.), *50 ans après, quelle indépendance pour l'Afrique*, Philippe Rey, Paris, 2010.

Young, Crawford and Kante, Babacar, "Governance, Democracy, and the 1988 Senegalese Elections", in *Governance and Politics in Africa* (eds: Göran Hydén and Michael Bratton), Lynne Rienner Publishers-Boulder-Londres, 1992.

Ziegler, Jean, *Destruction massive. Géopolitique de la faim*, Éditions du Seuil, Paris, 2011.

Zorgbibe, Charles, *Paix et guerres en Afrique* (Tome 1), Bourin Éditeur, Paris, 2009.

Zorgbibe, Charles, *Paix et guerres en Afrique* (Tome 2), Bourin Éditeur, Paris, 2010.